

20230602 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/49381/la-pologne-dit-non-au-programme-de-relocalisation-des-migrants-propose-par-lue>

Actualités



De petits groupes de migrants se retrouvent régulièrement bloqués derrière la barrière qui sépare la Pologne de la Biélorussie. Crédit : Grupa Granica/Facebook

La Pologne dit "non" au programme de relocalisation des migrants proposé par l'UE

Par [Marlène Panara](#) Publié le : 02/06/2023

Varsovie refuse de participer au programme de relocalisation des migrants, qu'elle considère comme une "pseudo-solution". Le projet est soutenu par la Commission européenne dans le cadre de la réforme de son système de migration et d'asile. Plus de 120 000 exilés devraient être concernés par la mesure.

Plus de 9 millions d'Ukrainiens ont été accueillis en Pologne depuis le déclenchement de l'invasion russe. Deux ans plus tard, 1,5 millions d'entre eux sont toujours dans le pays. Si Varsovie a, dès le début de la guerre, ouvert grand ses portes à ses voisins, celles-ci restent définitivement closes pour les autres exilés. Mercredi 31 mai, le gouvernement polonais a fait savoir qu'il ne participerait pas au programme de relocalisation des migrants proposé par le Conseil de l'Union européenne (UE).

Présentée par la présidence suédoise et soutenue par la Commission européenne, la réforme du système de migration et d'asile comprend la relocalisation de 120 000 migrants par an dans plusieurs pays de l'UE. Et ce, afin de soulager les premiers pays d'arrivées tels que l'Italie ou la Grèce. Une proposition qui, pour le représentant permanent polonais Andrzej Sadoś, "ne garantit pas des mesures de solidarité suffisantes", a-t-il déclaré lors de la réunion. Ce dernier s'est aussi opposé à la contrepartie proposée par l'UE aux États réfractaires, à savoir le versement de 22 000 euros par migrant : une "punition", pour le diplomate, cité l'agence de presse polonaise PAP.

La position polonaise sur la question a été confirmée peu après la réunion par le vice-ministre des Affaires étrangères Szymon Szynkowski vel Sek. "La Pologne ne consentira pas au programme de relocalisation obligatoire", un système qui "s'est déjà avéré absolument inefficace et nuisible", a-t-il fait savoir au média [TVP Info](#). "Il est temps de se concentrer sur les enjeux élémentaires et des outils efficaces, et non sur des pseudo-solutions".

>> À (re)lire : [*Pologne : à la frontière avec la Biélorussie, "la crise humanitaire est toujours là"*](#)

Ratifié par 23 pays, [un système de relocalisation volontaire](#) a été mis en œuvre en juin 2022, pour une durée d'un an renouvelable. Il prévoyait qu'une douzaine d'États membres, dont la France et l'Allemagne, accueillent sur la base du volontariat 8 000 migrants se trouvant dans les premiers pays d'arrivée européens. Neuf mois plus tard, seuls 207 demandeurs d'asile avaient été pris en charge dans le cadre de ce programme.

Du "chantage" pour le groupe de Visegràd

Le refus de la Pologne entre dans la ligne droite de la politique migratoire défendue par l'entité dont elle fait partie depuis 1991, appelée groupe de Visegrád. Cette organisation intergouvernementale qui compte aussi dans ses rangs la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie, est coutumière des prises de position anti-migrants. Malgré de récentes dissensions relatives à la guerre en Ukraine, le quatuor centre-européen fait en effet toujours front sur la question des migrants, en se désolidarisant quasi systématiquement des politiques européennes communes sur la question.

En juin 2018, ses dirigeants, rejoints par [le chancelier autrichien Sebastian Kurz](#), ont refusé d'assister au mini-sommet organisé par l'ex dirigeante allemande Angela Merkel, qu'ils accusaient de se servir de la question migratoire à des fins politiques.

>> À (re)lire : [*Hongrie : l'anti-migrants Viktor Orban rempile pour un quatrième mandat*](#)

En juillet 2017, les chefs de gouvernements du groupe, réunis lors d'un sommet à Budapest, avaient rédigé ensemble une lettre au gouvernement italien lui exhortant "d'endiguer les vagues de migration irrégulière qui partent depuis la Libye et d'autres endroits d'Afrique du Nord". Trois mois plus tôt, en mars, en mars 2017, le groupe de Visegrád avaient là encore rejeté les quotas obligatoires de répartition des migrants entre les pays de l'UE : "un chantage" et "un diktat" européens à leur égard, selon eux.

En lieu et place d'un accueil pour les exilés, ces quatre États investissent massivement depuis quelques années dans une militarisation accrue de leurs frontières.

Les deux jambes cassées en tombant de la clôture

En Pologne notamment, [un mur haut de 5,5 mètres](#) sépare désormais le pays de la Biélorussie, sur 186 kilomètres. Des caméras et des effectifs policiers en nombre complètent l'arsenal, qui empêche de fait les migrants de présenter une demande d'asile, et les condamne aussi à l'errance en pleine forêt. Ce passage est pourtant régulièrement emprunté par des exilés du Moyen Orient, d'Afghanistan et d'Afrique subsaharienne depuis l'été 2021. L'UE accuse d'ailleurs Minsk d'avoir orchestré cet afflux, en réponse aux sanctions européennes prises à l'encontre du régime biélorusse d'Alexandre Loukachenko, après sa réélection frauduleuse en août 2020.

Depuis le 25 mai, un groupe de 20 à 30 migrants originaires de Syrie, d'Irak et du Congo, dont onze enfants, reste bloqué derrière la barrière de métal. Contraints de camper dans la forêt près de Bialowieza, ils sont empêchés, côté biélorusse, de faire marche arrière par les garde-frontières qui les menacent avec des chiens. D'après l'ONG Grupa Granica, au moins deux membres du groupe ont été battus ou blessés par des agents. Et l'état de santé de plusieurs personnes se dégrade de jour en jour.

"Un des hommes adultes a une pathologie cardiaque et doit être opéré. Parmi les enfants, un garçon a de l'asthme et une fille a un sérieux problème de dents, détaille l'association sur Facebook. Une des femmes a déjà essayé de traverser la frontière en novembre dernier. Elle s'était cassé les deux jambes en tombant de la clôture".

Pour les ONG sur place, le mur ne dissuade pas pour autant les exilés de vouloir gagner l'Europe. Mais il les pousse, en revanche, à emprunter d'autres passages, moins surveillés et plus dangereux. Le 12 février, une Ethiopienne de 28 ans, qui avait disparu depuis une semaine, [a été retrouvée morte dans la forêt de Bialowieza](#). À côté d'elle, sur le sol, se trouvait un livre de prières chrétiennes, avaient fait savoir les militants d'un groupe humanitaire local, le Podlaskie Voluntary Humanitarian Emergency Service qui avaient découvert le corps.

Selon l'ONG, la femme, physiquement affaiblie, s'était retrouvée seule dans la forêt lorsque son mari et un autre migrant de son groupe étaient partis chercher de l'aide. Les deux hommes auraient ensuite été interpellés et renvoyés à la frontière biélorusse par les garde-frontières polonais. Laissant la jeune femme seule dans la forêt, sans aucune aide.